

DÉMOGRAPHIE En dix ans, la population étrangère en Suisse a augmenté d'un quart. C'est trop, pour l'UDC. Mais sans l'immigration, européenne surtout, le pays vieillissant stagnerait.

La Suisse croît grâce aux étrangers

SERGE GUMY



C'est trois fois la ville de Lausanne. Plus que la population des cantons de Fribourg et du Jura réunis. Entre 2002 et 2012, la population étrangère résidente en Suisse - requérants d'asile non compris - a crû de 393 000 âmes (+26,6%, contre 9,9% pour la population totale). Fin 2012, la Suisse hébergeait ainsi 1,87 million d'étrangers, soit 23,26% de sa population, qui a dépassé la barre des 8 millions d'habitants.

Un quart d'étrangers en plus en dix ans: c'est trop pour l'UDC, qui veut casser cette courbe ascendante avec son initiative populaire «Contre l'immigration de masse». «Depuis 2007, le solde migratoire équivaut chaque année à la population de la ville de Lucerne, soit 80 000 habitants», explique la conseillère nationale Céline Amaudruz (udc/GE). «C'est déraisonnable pour un pays dont les infrastructures sont taillées pour 7 millions d'habitants. Et cela crée pour la population résidente des difficultés au niveau du logement, des salaires et des transports.»

Une Suisse vieillissante

L'immigration, calamité ou chance pour la Suisse? «Sans elle, la population suisse, vieillissante, aurait stagné dès les années 1980», explique Philippe Wanner, professeur de démographie à l'Université de Genève. Entre 2002 et 2012, le nombre de titulaires du passeport rouge à croix blanche a crû de 5,7%, soit bien moins vite que celui des étrangers. Céline Amaudruz dit «regretter ce signal», d'autant que «si la population suisse a augmenté, c'est uniquement grâce aux naturalisations».

«L'initiative UDC est une mauvaise réponse à un vrai problème. Car nous ne pourrions effectivement pas aller jusqu'à dix ou douze millions d'habitants», réplique le conseiller aux Etats Urs Schwaller (pdc/FR). Cela dit, c'est parce qu'elle vieillit et qu'elle fait peu d'enfants que la Suisse doit aller chercher des forces vives



Il y a foule en Suisse. Pour l'UDC, les infrastructures n'y sont pas préparées. ALAIN WICHT

ailleurs. «Depuis 2002, notre économie a créé environ 565 000 emplois et avait besoin de personnel qualifié.»

Entré en vigueur en 2002, l'accord sur la libre circulation des personnes a servi de moteur à la croissance démographique en ouvrant par étapes le marché suisse aux travailleurs de l'Union européenne. Pour ses défenseurs, il a aussi grandement contribué à la prospérité économique du pays. «La libre circulation a eu pour effet de favoriser la migration des pays voisins aux dépens des pays plus lointains», résume Philippe Wanner. «En outre, une part élevée des migrants est désormais hautement

qualifiée et répond aux besoins de l'économie.»

L'attrait demeure fort

Et le démographe d'ajouter que la courbe de l'immigration suit historiquement celle de la conjoncture économique. «Mais après la crise de 2008, le solde migratoire est demeuré étonnamment haut», observe Philippe Wanner. Pour Céline Amaudruz, c'est bien la preuve que «la Suisse attire davantage en raison des pics du chômage dans les pays voisins». L'UDC veut diminuer ce pouvoir d'attraction. Combien de migrants par an est-elle prête à tolérer? «Cela dépendra des besoins de l'économie»,

répond Céline Amaudruz. «Car notre initiative ne veut pas fermer les portes, elle veut réguler l'immigration.»

Urs Schwaller condamne toutefois la méthode des contingents prônée par l'UDC. Afin de diminuer les flux migratoires, il faudrait plutôt à son avis «inciter les patrons à accentuer le recrutement de la main-d'œuvre indigène. Je pense aux travailleurs de plus de 55 ans et aux femmes qualifiées qui ont interrompu leur carrière professionnelle pour des raisons familiales.»

Et quid des effets secondaires du boom démographique, les trains bondés, les bouchons sur les autoroutes, le

marché du logement à sec?

«L'immigration n'est pas la seule cause, mais constitue un facteur aggravant», nuance Urs Schwaller. «La Suisse rame aujourd'hui pour rattraper un retard pris durant la crise économique des années 1990», complète Philippe Wanner. En clair: c'est sur les infrastructures qu'il faut travailler, pas sur l'immigration. Et Urs Schwaller, habitant du petit bourg de Tavel, de conclure: «Oui, il m'arrive d'avoir le vertige devant la transformation du pays. Mais je préfère voir des grues et des ouvriers sur des chantiers que des friches industrielles et des chômeurs.» I

SUR QUOI VOTE-T-ON?

> **L'initiative UDC** exige que la Suisse plafonne l'immigration et réintroduise des contingents d'étrangers.

> **Ces limitations** portent sur la migration économique et les demandeurs d'asile.

> **Les plafonds** et contingents, qui ne sont pas précisés dans l'initiative, sont fixés en fonction des besoins de l'économie.

> **Le Conseil fédéral** a trois ans à compter du jour de la votation pour renégocier les accords internationaux en contradiction avec l'initiative. La libre circulation des personnes avec l'UE est visée. SG

